

## **DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL**

*Séance du 26/02/2026 à 9h30*

Nombre de délégués en exercice : 34

Nombre de présents : 24

Nombre de votants : 25

Quorum : 18

Le Comité syndical a été convoqué le : 11/02/2026

L'affichage de la convocation a été effectué le : 11/02/2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-six du mois de février à neuf heures et trente minutes, le Comité syndical du Syndicat mixte de la Charente aval, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur BURNET Alain, Président.

### Titulaires présents :

M. ALBRECHT Sylvain, M. BARREAUD Sylvain, M. BESSAGUET Bruno, Mme BERNARD Micheline, M. BURNET Alain, M. CHATEAUGIRON Bernard, M. CHATELIER Jean-Michel, M. DE MINIAC Daniel, M. DUBOIS Richard, M. DURIEUX Michel, M. JAULIN Jacques, M. KRABAL Guillaume, M. MICHAUD Jacky, M. MIMOL Jean-Claude, M. MOUEIX Serge, M. PETIT Jean-Marie, M. PORTRON Didier, M. PUYON Alain, M. ROBLIN Didier, M. ROUSSEAU Jean-Yves, M. ROUYER Denis.

### Suppléants présents :

Mme LEROUGE Angélique, Mme VERNON Christine, M. VIALE Jean-Pascal.

### Absents :

Mme BALLOTEAU Claude, M. BELLU Alain, M. BRUNETEAU Frédéric, M. COCHE-DEQUEANT Olivier, M. DEMESTER Vincent, M. EHLINGER François, Mme LOUASSIER Nadège, M. MAZEDIER Patrick, M. PAPINEAU Joël, M. RAFFÉ David, M. STAUDER Jean-Denis, Mme SUBRA Chantal.

### Pouvoirs :

M. JOBIN Emmanuel (pouvoir à Mme BERNARD Micheline).

### Secrétaire de séance :

M. ROUYER Denis est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'il accepte.

**Objet de la délibération : métrologie tranche 2026 (territoire SMCA)**

(suffrages exprimés : 25 / pour : 25 / contre : 0 / abstentions : 0)

Rapporteur M. Alain BURNET

Le Président du SMCA rappelle au Comité syndical qu'afin de poursuivre le déploiement des équipements de suivi des niveaux d'eau et des débits, il est nécessaire d'installer de nouveaux équipements de métrologie sur les territoires : marais de Brouage, Arnoult-Bruant, Gères-Devise et marais nord de Rochefort.

Cette étape est le préalable à toute analyse territoriale et le socle des concertations à venir sur les objectifs de résilience au regard des effets du changement climatique.

Le coût estimatif est de 93 000 € TTC.

Le Président du SMCA informe le Comité syndical que le financement pourra être assuré de la manière suivante :

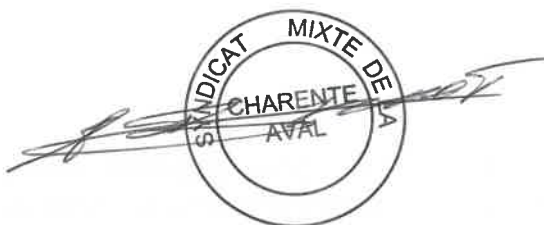
	Taux	Montant
<b>Complément métrologie TTC</b>		<b>93 000 €</b>
Subvention AEAG	50,00%	46 500 €
Subvention CD 17	30,00%	27 900 €
<b>Sous-total subventions</b>	<b>80,00%</b>	<b>74 400 €</b>
<b>Reste à charge du SMCA</b>	<b>20,00%</b>	<b>18 600 €</b>

**Après délibération le Comité syndical :**

- valide l'installation de matériel de métrologie,
- approuve le plan de financement comme indiqué ci-dessus,
- précise que le SMCA ne récupère pas la TVA sur cette opération,
- autorise le Président à solliciter l'aide financière de l'Agence de l'eau Adour-Garonne sur la base de dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à solliciter l'aide financière du Département de la Charente-Maritime sur la base des dépenses prévisionnelles TTC,
- autorise le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Le Président,  
Alain BURNET

Le Secrétaire de séance,  
Denis ROUYER



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Denis Rouyer".

Transmis au contrôle de légalité le : 03/03/2026

Sous le n° : 017-200086031-20260226-n°0303202640-DE

Mis en ligne le : 03/03/2026

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement adressé au Tribunal Administratif de Poitiers.